

SECRETARY-GENERAL'S PEACEBUILDING FUND
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET



United Nations
Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET PBF

Longueur : Max. 12 pages (plus page de couverture et annexes)

Pays : MALI	
TITRE DU PROJET : Emplois et jeunes pour la paix – Approche pilote intégrée de stabilisation et de consolidation de la paix par la promotion de l'emploi et de la participation des jeunes dans la région de Mopti	
NUMERO Projet / PBF/ML/D-1 MPTF Gateway : 00112018	
Modalité de financement PBF : <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire :
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc.) : PNUD, FAO, ONUFEMMES Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): <ul style="list-style-type: none">- Agence Nationale de Promotion de l'Emploi (ANPE) ;- Conseil Régional de la Jeunesse (et ses démembrements au niveau des cercles et communes d'intervention), et autres organisation et mouvements de jeunesse ;- Centre National de Promotion du Volontariat (CNPV) ;- Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (lead technique) ;- Ministère de la Jeunesse et de la construction citoyenne ;- Ministère de l'Agriculture ;- Ministère de l'Elevage et de la Pêche- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;- Autorités administratives de la Région de Mopti et collectivités locales de la région de Mopti, incluant les services techniques déconcentrés et décentralisés dans les domaines pertinents ;- Organisations de la société civile (CRADE, Ya-G-Tu, AAPPOR, et autres)- Université/centre de recherche (à identifier, partenaire potentiel : IMRAP).	
Date estimative de début du projet¹: Novembre 2018 Durée du projet en mois :² 18 MOIS (mars 2020 + 6 mois) : 30 Septembre 2020 Zones géographiques de mise en œuvre du projet : Région de Mopti, Cercles de Tenenkou et Mopti	

¹ Note: actual commencement date will be the date of first funds transfer.

² Maximum project duration for IRF projects is 18 months, for PRF projects – 36 months.

Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :

Initiative de promotion du genre
 Initiative de promotion de la jeunesse
 Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
 Projet transfrontalier ou régional

Budget total du projet PBF* (par agence récipiendaire) :

PNUD : \$ 1.937 688
 FAO : \$ 506.452
 ONUFEMMES : \$ 489.247
 Total PBF : \$ 2.933.387

**Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF*

Toute autre source de financement existant pour le projet (montant et source) :

Budget total du projet :

PBF 1ère tranche :	PBF 2ème tranche*:	PBF 3ème tranche*:	__ tranche
PNUD: \$ 1.356.381 FAO: \$ 354.516 ONU FEMMES : \$ 342.743	PNUD : \$ 581306 FAO : \$ 151.935 ONU FEMMES : \$ 146.774	N/A	N/A

Deux-trois phrases avec une brève description du projet et une explication succincte de la façon dont le projet est rapide, catalytique et tolérant au risque / innovant : Le projet « Emplois et jeunes pour la paix- Approche pilote intégrée de stabilisation et de consolidation de la paix par la promotion de l'emploi et de la participation des jeunes dans la région de Mopti » envisage de mettre en œuvre dans la Région de Mopti une approche locale et communautaire centrée sur l'épanouissement social et économique des jeunes au sein des communautés, avec un accent sur la création d'opportunités économiques rentables, durables et innovantes pour les jeunes femmes et hommes marginalisés et vulnérables de 18 à 35 ans. Par ce biais, il est question de démontrer que les jeunes peuvent constituer une force positive pour le changement social dans leur communauté, dans le rétablissement de la confiance et la réduction de l'insécurité, et par ce fait contribuer aux efforts concertés de stabilisation au centre du Mali.

Résumez le processus de consultation dans le pays et le processus d'endossement préalable à la soumission à PBSO, y compris à travers la revue / consultation du Comité de pilotage PBF s'il existe.

Marqueur genre du projet³ : 2

Spécifiez le pourcentage et le montant du budget total du projet alloués aux activités qui ont un lieu direct avec l'égalité entre les sexes / renforcement des capacités des femmes :

³ Score 3 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes)

Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 15% du budget total).

Marqueur risque du projet⁴ : 2

Sélectionnez le domaine d'intervention prioritaire (« focus area ») de PBF qui résume le mieux le sujet du projet (choisissez seulement un domaine⁵) : 3.1

Type de soumission :

Nouveau projet

Révision de projet

S'il s'agit d'une révision de projet, sélectionnez tous les changements qui s'appliquent et fournissez une justification brève en bas:

Extension de la durée : Durée additionnelle du projet en mois : 6

Changement de résultat / sujet :

Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :

Budget PBF additionnel : Budget additionnel par agence bénéficiaire:

Justification courte pour la révision :

Contexte de la zone intervention :

La situation sécuritaire dans le centre et particulièrement dans la région de Mopti demeure volatile et précaire. En effet, des conflits et des affrontements entre groupes et milices armés à caractère ethnique sont fréquents et continuent de fragiliser les efforts de paix et de sécurité en mettant davantage à mal le tissu social. Le projet appuie les initiatives de renforcement de la cohésion sociale en faveur de la jeunesse et portées par celle-ci de manière à contribuer à ce que les zones d'intervention dans les cercles de Mopti et Ténenkou ne basculent pas dans la violence communautaire en lien avec la présence des groupes armés. Les actions conduites par le projet notamment avec les acteurs clés comme les jeunes, les femmes et les leaders contribuent à la stabilisation et au renforcement de la cohésion sociale dans les cercles d'intervention. Au regard des défis liés à ce contexte, les actions liées au renforcement de la cohésion sociale et la stabilisation demeurent pertinentes et répondent aux attentes du gouvernement. Le ciblage de la zone d'intervention qui a été fait par les acteurs locaux sous la supervision des autorités administratives régionales a ciblé des communes où l'Etat voudrait être réellement accompagné et où les besoins de stabilisation sont pressants. Les autorités ont conscience de la situation sécuritaire mais aussi de la nécessité d'intervenir dans cette zone, c'est pourquoi, elles ont sollicité une intervention mesurée, menée avec patience et de façon graduelle pour répondre au besoin des populations affectées conformément aux priorités

⁴ 0 = risque faible pour l'attente des résultats

1 = risque moyen pour l'attente des résultats

2 = risque élevé pour l'attente des résultats

⁵ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention gestion des conflits

(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État de l'administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

gouvernementales. Ainsi, certaines activités du projet sont fortement liées à l'agenda des autorités administratives et locales. Les Agences en suivant la situation sécuritaire et guidée par la volonté d'accompagner les autorités gouvernementales ont enregistré des reports d'activités ayant installé un retard dans la mise en œuvre du projet qui devra prendre fin le 31 mars 2020. C'est pourquoi, il est sollicité une prolongation du projet sans coût additionnel d'une durée de 6 mois allant d'avril 2020 à Septembre 2020.

Cette période sera mise à profit pour mieux réaliser les activités et faire les démarches nécessaires pour impliquer un institut de recherche pour l'évaluation finale du projet afin, d'une part, de tirer les leçons apprises et formuler des recommandations au regard de la spécificité de l'intervention et d'autre part, de mesurer les effets et l'impact du projet, dans la mesure du possible.

Au regard de ce qui précède, la demande de prolongation est justifiée par les raisons suivantes :

- Le souhait des autorités nationales et locales à être accompagnées dans les communes (zone d'intervention) ;
- La mise en œuvre totale des activités du projet retardées par le contexte sécuritaire global et la situation de conflit dans le centre ;
- Une meilleure implication du Comité Technique de suivi et des acteurs de mise en œuvre avec la tenue régulière des rencontres ;
- La poursuite du renforcement des organisations des jeunes dans le cadre des Activités Génératrices de Revenu (AGR) et des Travaux à haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) par les structures de l'Etat et les ONG ;
- La contractualisation avec l'institut de recherche pour mieux cerner et capitaliser les résultats obtenus ;
- La poursuite de la consolidation de la paix qui reste encore fragile ;
- Et aussi le souhait de bâtir sur les acquis du projet PBF/IRF-218 dans le cercle de Tenenkou.

Sur un plan technique, les activités de suivi et d'accompagnement sont nécessaires, notamment pour :

- Le renforcement des capacités et l'accompagnement des jeunes installés après les travaux HIMO et ceux bénéficiaires des Activités Génératrices de revenus après la réception du financement ;
- L'accompagnement des femmes bénéficiaires des Unités de transformations
- Le renforcement des capacités des autorités locales pour accompagner la dynamique engagée en faveur de la consolidation de la paix etc.

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCE RECIPIENDAIRE</p> <p>Name of Representative: Jo SCHEUER</p> <p>Signature: [Redacted]</p> <p>Name of Agency: PNUD</p> <p>Date et tampon: 18/02/2020</p> 	<p>AGENCE RECIPIENDAIRE</p> <p>Name of Representative: Amadou Aïlahoury DIALLO</p> <p>Signature: [Redacted]</p> <p>Name of Agency: FAO</p> <p>Date et tampon: 24/02/2020</p> 
<p>AGENCE RECIPIENDAIRE</p> <p>Name of Representative: Beatrice EYONG</p> <p>Signature: [Redacted]</p> <p>Name of Agency: ONU FEMMES</p> <p>Date et tampon: 13/02/2020</p> 	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle</p> <p>Name : Me Jean Claude SIDIBE</p> <p>Signature: [Redacted]</p> <p>Titre : Ministre</p> <p>Date et tampon: 20/02/2020</p> 
<p>Peacebuilding Support Office (PBSO)</p> <p>Name of Representative: Fernandez Oscar TARANCO</p> <p>Signature: [Redacted]</p> <p>Date & Seal: 26/02/2020</p> 	<p>Coordinatrice Résidente (RC)</p> <p>Name : Mbaranga Gasarabwe</p> <p>Signature: [Redacted]</p> <p>Date & tampon: [Redacted]</p>

8/25

